

L'incroyable vie du « *petit Arkadi* » tient en six chapitres d'un roman noir. Tous écrits sous le signe de l'argent et du pouvoir. Pour conquérir la mairie de Jérusalem, il déverse des millions de dollars. A la fête de l'Indépendance, il rassemble 150 000 personnes dans un parc de Tel-Aviv. Dans un restaurant, il remâche ses rancœurs : « *Chirac, ce grand salopard* », « *Courroye, ce juge manipulateur* ». Il rencontre Pierre Falcone, l'autre principal accusé de l'Angolagate. En 1996, dans sa résidence du cap d'Antibes, il rassemble ses amis : Pierre Falcone, Paul-Loup Sulitzer... Se place au service de la DST. Identifié comme « relais de la mafia russe » en France, il est récompensé par Pasqua et Chirac. Pour Paris, le seigneur de la guerre devient incontournable. Avec Olivier Dassault, le fils de Serge, il monte un business de traduction. Crée en solo des dizaines de sociétés commerciales et financières à travers le monde. Avec Falcone, il pille les

ENQUÊTE SUR ARKADIGAYDAMAK LE SEIGNEUR DE LA GUERRE FRANÇAIS

arsenaux russes et le Trésor angolais. Jusqu'au coup de maître : un demi-milliard de dollars en cash. Mais la chute est proche. Un banquier : « *Il a cru que le Betar, l'équipe de foot de Jérusalem, c'était Israël. Comme il a cru que Pasqua et ses amis étaient la France. Même erreur.* » Par Jean-Pierre Perrin



1

LA MAIRIE DE JÉRUSALEM

Sa mégalomanie et sa paranoïa n'ont pas complètement tué sa nostalgie. Sa mégalomanie fait ronfler ses phrases, gonfle ses copieuses invectives lancées contre ses ennemis et maille ses réflexions. Sa paranoïa le conduit à se présenter comme la victime d'un complot ourdi par Jacques Chirac et Dominique de Villepin, avec la DGSE en embuscade. Sa nostalgie, elle, perce furtivement, alors qu'on ne l'attend pas. Quand, sans véritable raison, il demande au détour d'une question :

« Connaissez-vous le restaurant en face de la gare de Chalon-sur-Saône, celui qui est sur la gauche ?

- Non.

- Non ! Alors, c'est que vous n'êtes pas vraiment Bourguignon... Et la crème de cassis de Dijon, ça au moins vous connaissez ? »

Dans son français parfait, Arkadi Gaydamak exprime alors presque de la mélancolie. Celle d'avoir dû quitter, il y a déjà huit ans, les Champs-Élysées, Deauville, la Côte d'Azur... Et de ne pouvoir y revenir. Du moins sans menottes aux poignets.

Mais, déjà, il se ressaisit, s'étire sur sa chaise. « La France vous manque-t-elle ? », demande-t-on. Le voici aussitôt contracté à la manière d'un chat sauvage qui s'apprêterait à bondir, toutes griffes sorties. « Continuez... Allez au bout de votre question... Non, non, elle n'est pas finie... Il y a une deuxième partie... Vous voulez savoir si je regrette la France pour m'entraîner sur le terrain qui vous intéresse : l'Angolagate [l'autre nom de l'affaire Falcone, un énorme trafic d'armes que l'on juge jusqu'en mars à Paris, ndr]. »

Il a raison, bien sûr. Son regard glacial, et pourtant magnétique comme un éclat de diamant, se réchauffe d'un mince sourire. Il vient de vous prouver que, dans une partie d'échecs comme dans un échange verbal, il a toujours un coup d'avance. Qu'il peut à tout moment vous deviner, vous débusquer.

C'est à ce genre de détail que l'on reconnaît les grands mégalomanes ou les grands paranoïaques. Arkadi Gaydamak est assurément l'un et l'autre.

Est-ce si étonnant pour un personnage que certains ont auréolé de la réputation la plus sulfureuse – celle d'avoir servi de modèle au trafiquant d'armes incarné par Nicolas Cage dans le film *Lord of War* –, quand d'autres, au contraire, l'ont consacré philanthrope absolu, « l'ange d'Israël », pour reprendre le titre sur deux pages du quotidien *Le Monde*, en référence à la manne de bienfaits qu'il a déversée sur ce pays ? Et quand ses fidèles, qui sont dans une autre dimension, celle de la prophétie, l'imaginent en prochain roi de Jérusalem.

Pour le moment, le « roi », l'« ange », le « seigneur de guerre », ou l'homme d'affaires qui pèserait un milliard d'euros, en termine avec sa nostalgie : « La France me manque beaucoup, mais j'ai continué mon chemin. » Il se prépare à signer le livre d'or d'un bon restaurant à Abou Ghosh, paisible ville arabe aux portes de Jérusalem. Assis à sa droite, un Juif d'origine syrienne prétend être en communication avec Dieu ; cela ne l'empêche pas de déjeuner copieusement. Assise à sa gauche, sa fille Katia, une beauté célibataire de 27 ans, séductrice en diable dans un ensemble noir moulant.

Née à Paris, comme les deux autres enfants du milliardaire, elle a étudié au lycée Janson-de-Sailly, parle quatre

langues, fabrique des bijoux et ne cesse de trouver son père « génial ». Elle est en Israël pour l'aider dans sa campagne aux élections municipales.

LE ROI ENTRE DANS LA BAGARRE POLITIQUE

Si, aujourd'hui, le milliardaire déjeune à Abou Ghosh, c'est pour soutenir le candidat du parti qu'il a fondé en 2007 : Justice sociale. Un nom qui claque comme un coup de fusil. Mais un programme à peine plus consistant qu'une sonnerie de clairon. Et des candidats dans soixante-dix localités. Le « roi », l'« ange », le « seigneur de guerre » est entré dans la bagarre politique. Il veut à tout prix prendre Jérusalem. Et ne ménage ni ses efforts ni ses millions. Cela nous donne un étrange paradoxe.

En Israël, Arkadi Gaydamak est en lice pour conquérir la première ville du pays – une « simple formalité administrative », disait-il. En France, le même Arkadi Gaydamak est recherché au titre d'acteur clé de l'Angolagate, le dernier grand scandale des années Mitterrand.

Proscrit, sous le coup de deux mandats Interpol, il figure en bonne compagnie : Jean-Charles Marchiani, Charles Pasqua, Jean-Christophe Mitterrand, Paul-Loup Sulitzer, Jacques Attali... En tout, quarante-deux prévenus pour un procès pas comme les autres : sur fond d'immixtions politiques, le trafic d'armes avec

Certains l'ont auréolé de la réputation la plus sulfureuse – celle d'avoir servi de modèle au trafiquant d'armes incarné par Nicolas Cage dans le film *Lord of War*. Quand d'autres, au contraire, l'ont consacré philanthrope absolu, « l'ange d'Israël ».

Il doit répondre de « commerce illicite d'armes et de munitions, blanchiment d'argent, blanchiment aggravé, abus de biens sociaux, abus de confiance, fraude fiscale... » Ne voulant pas être arrêté, il ne viendra pas au procès.

L'Angola porte sur des centaines de millions de dollars.

Arkadi Gaydamak est l'un des deux principaux accusés. Il doit répondre de « commerce illicite d'armes et de munitions, blanchiment d'argent, blanchiment aggravé, abus de biens sociaux, abus de confiance, fraude fiscale... » Ne voulant pas être arrêté, il ne viendra pas au procès.

De la France ou d'Israël, Gaydamak parle volontiers. Mais il est plus discret en ce qui concerne un troisième pays : la Russie. Il y séjourne pourtant deux semaines par mois. Et c'est là que prospèrent nombre de ses affaires, dont la production d'œufs – il serait le numéro un du marché. Il y dirige aussi le Congrès des organisations et des communautés religieuses juives de Russie (Keroor), l'une des deux organisations de défense des juifs religieux russes. Et y bénéficie toujours d'importants « protecteurs ».

Pour le moment, la ville trois fois sainte est au centre de tous ses soucis. « *Être maire de Jérusalem, c'est le poste le plus important du monde. Si les gens ne s'en rendent pas compte, c'est à cause des anciens maires : ils ont négligé la ville. Mais quand je serai élu, ils verront que c'est la ville la plus importante du monde. Elle est le symbole matériel de toutes les religions du Livre.* »

La singularité de Jérusalem, c'est qu'elle compte trois grandes communautés qui se font la guerre : les ultra-orthodoxes, les laïcs et les Arabes. Chacune représente environ un tiers des 750 000 habitants. Les *haredim* (« craignant-Dieu ») ont un candidat, évidemment un religieux. Les laïcs en ont un aussi, milliardaire comme lui. Les Arabes, eux, n'ont personne : pour

ne pas entériner l'« occupation » israélienne, ils se refusent à voter et leur participation aux municipales ne dépasse pas 5 %. Gaydamak, c'est son originalité, veut prendre des voix à chaque camp. Sa stratégie est claire : « *Je suis populaire dans les trois communautés.* »

Pour séduire les *haredim*, il est devenu très orthodoxe. Sur certaines affiches, on le voit, lui le mégaloman, en arrière-plan du gros chanteur Ben Elbaz, la vedette du principal parti intégriste sépharade (le Shas). En 2007, il a offert 50 millions de dollars à l'Agence juive pour l'aider à l'intégration de nouveaux immigrants. Il a même tenté de racheter la grande chaîne d'alimentation non casher Tiv Taam, promettant de la « *cashériser* », ce qui lui a valu la première page des journaux israéliens ainsi que la colère de la communauté russe, dans l'ensemble peu religieuse. Ces initiatives ne lèvent pas un grave handicap : son hébreu est médiocre.

SUR SON PASSAGE, ON ENTEND : « SHEKELS, SHEKELS »

Avant le déjeuner, Gaydamak était à Mea Shearim, le quartier des « *hommes en noir* » à Jérusalem. En costume sombre et kippa, il s'est glissé dans les rues de cette ville hors la ville, pauvre, surpeuplée, corsetée par un intégrisme qui exige que les femmes mariées se voilent ou portent des perquques. Enveloppé par une marée de chapeaux noirs qui cherchent à l'approcher, il est resté froid comme un vent sibérien. Il cherche pourtant à leur plaire. Au point de ne plus nous connaître : « *Ne vous approchez pas trop près de moi. On voit que vous n'êtes pas orthodoxes.* »

L'un de ses plus proches conseillers, Israël Goldsmith, un rabbin suisse qui habite à Moscou, nous avait promis : « *Vous allez voir ce phénomène incroyable, les gens viennent le toucher, il est reçu comme le nouveau Messie.* »

Ici, la foule semble surtout curieuse et intéressée. On entend sur son passage « *millionnaire* » ou « *shekels, shekels* ». Un peu plus tard, une rapide altercation : « *Tu ne parles pas hébreu* », crie une voix. Lui de répliquer : « *Quand tu prends mon argent, tu me demandes si je parle hébreu ?* »

David Knaffo, un jeune *haredim*, traduit le sentiment général : « *Bien sûr, il a fait beaucoup pour les religieux. Mais ce n'est pas un religieux. Les gens ne voteront pas pour lui.* »

A TOUS, IL A BEAUCOUP PROMIS

Priorité ensuite aux Arabes, un électoralat que nul ne sollicite. Il a couru les mosquées. Il a rencontré, secrètement, le grand mufti de Jérusalem. A tous, comme aux *haredim*, il a beaucoup promis. Et leur a tenu un discours jamais entendu chez les autres politiques. Contre la ségrégation. Contre la destruction des maisons arabes, décrétées « *illégales* ». « *Personne ne veut leur donner des permis de construire alors les Arabes n'ont pas d'autre choix. Dès que je serai maire, ils en auront. Si les constructions sont trop importantes, on pourra envisager des taxes. Mais il n'y aura plus aucune destruction : elles ne font qu'aggraver le fossé entre Juifs et Arabes.* »

Dans le restaurant, Gaydamak libère sa colère. Comme d'habitude, il en veut à la terre entière, en particulier aux dirigeants israéliens, accusés d'intriguer auprès des responsables arabes afin de dissuader les électeurs d'aller voter pour lui. « *Depuis trois jours, ils tiennent des discussions au plus haut niveau pour créer une situation qui fera que les Arabes n'iront pas aux urnes. J'ai vu hier des mokhtars [des responsables de quartier ou de village, ndr]. Ils m'ont confié que ce qui s'est passé à Silwan [un quartier arabe*



où des demeures ont été rasées, ndr] a été décidé par les autorités israéliennes dans le but de faire monter la haine des Arabes contre les Juifs. »

L'entrée en politique de Gaydamak inquiète tout le monde. Le camp arabe : les mosquées ont exhorté les fidèles à désertier les urnes. Les partis politiques israéliens : pendant la courte période où elle fut Premier ministre, Tzipi Livni a insisté pour qu'aucune alliance ne soit passée avec lui. Il feint de s'en féliciter : « La seule déclaration politique qu'elle a faite en deux semaines, c'était contre moi. La preuve qu'ils ont tous une trouille noire. Ils me considèrent comme la force publique la plus dangereuse. » Sa fille Katia renchérit : « Tzipi Livni, une femme

vide, méchante, mauvaise. »

Si la classe politique israélienne se sent en danger, c'est parce qu'il a su s'engouffrer dans un vide. « Il a remplacé l'Etat lorsque ce dernier était incapable de donner aux gens ce dont ils avaient besoin », résume une journaliste israélienne.

PRESQUE LE ROI D'ISRAËL

Les responsables israéliens ont pris conscience de l'ampleur du phénomène Gaydamak pendant la guerre de l'été 2006. En riposte aux bombardements sur le Liban, le Hezbollah déverse une pluie de roquettes sur le nord d'Israël, 3 800 engins tirés en trente-trois jours. Le Premier ministre, Ehud Olmert, est dépassé. Il n'a

rien prévu pour le demi-million de personnes qui veulent gagner des régions moins exposées.

Surgit le milliardaire. En quelques jours, Gaydamak fait édifier à ses frais une extraordinaire ville de tentes près de Nitzanim, au sud de Tel-Aviv. Adjoint au maire de Jérusalem et ancien bras droit d'Olmert, Yigal Amedi se souvient : « Les gens arrivaient au rythme de 6 000 par jour. Ils trouvaient tout ce dont ils avaient besoin : des tentes, des lits, des couvertures, de la nourriture et des jeux pour les enfants. J'ai pensé que l'homme qui avait mis cela en œuvre était celui dont avait besoin Jérusalem. » Journaliste israélien, Michaël Blum a été frappé par le spectacle du camp de tentes :

« Nombre de personnes étaient encore hébétées par des jours et des nuits passés dans leurs caves. Et elles se retrouvaient dans ce camp où tout avait été préparé, même des baby-sitters. Il y avait, chaque soir, des spectacles où les chanteurs se succédaient. Le Coca-Cola coulait à volonté. » Coût estimé de l'opération : 15 millions d'euros.

En novembre 2006, Gaydamak récidive en volant au secours de Sderot, une ville proche de Gaza, cible des roquettes de Hamas. Nouveau camp de toile. Et nouvelle idée : un millier de personnes se voient offrir des week-ends à la station balnéaire d'Eilat.

« Il y a deux ans, il était presque devenu le roi d'Israël », souligne Avi Kostelitz, un sioniste religieux, qui dirigea pendant vingt-cinq ans le Shin Bet, les services de sécurité intérieur. S'il a rallié Gaydamak - il est en deuxième position sur sa liste -, c'est à cause du rachat du vieil hôpital Bikour-Holim : « Il l'a sauvé de la fermeture et évité que des centaines d'employés soient jetés au chômage. Personne n'avait été payé depuis trois ans et demi. Il a injecté 32 millions de dollars et, depuis un an, tous les employés reçoivent un salaire. »

IL A BEAUCOUP ACHETÉ : DES HOMMES, DES SOCIÉTÉS...

Comme partout où il s'est installé, le milliardaire a noué des liens étroits avec l'appareil sécuritaire. En Israël, il s'est rapproché de Danny Yatom, l'ancien numéro un du Mossad, et d'Avi Dagan, son chef des renseignements. Avec eux, il a monté une société de mercenaires, le Strategic Consulting Group, qui, incidemment, protège les intérêts diamantifères du patron en Angola. Et il a beaucoup acheté : des hommes, des sociétés, des fondations caritatives. Beaucoup organisé de bien coûteuses fêtes. Celle du 30 décembre 2005 à Tel-Aviv a accueilli le gratin de la politique israélienne : Olmert, le fils d'Ariel Sharon, le chef du parti travailliste... Coût : 250 000 euros. L'an-

née suivante, pour Hanoukka, la fête des Lumières, 1 200 couverts et, en vedette, le chanteur Enrique Iglesias. En 2007, pour la fête de l'Indépendance, 150 000 personnes dans un parc de Tel-Aviv.

Comme le sport fait battre le cœur des Israéliens, il s'offre aussi des clubs. Son plus beau trophée est le Betar Jérusalem, une équipe de foot acquise à l'été 2005 grâce à une caution bancaire de 11 millions d'euros. Véritable institution, le club était moribond, il le ressuscite avec son chèque. Gaydamak fait venir l'entraîneur Luis Fernandez pour 600 000 euros annuel et l'international Michael Zandberg pour 360 000 euros. Les victoires deviennent des formalités : le Championnat d'Israël en 2007, la Coupe en 2008.

A de multiples reprises, la Fédération israélienne de football condamne et sanctionne la violence et le racisme extrême des fans du club. Affronter le Betar devient, pour les joueurs arabes israéliens, un cauchemar. Le stade Teddy est surnommé « l'enfer ». Les supporters hurlent « mort aux Arabes », déferlent parfois sur le terrain. « Le vrai peuple », dit un admirateur. Celui qui réunit les petits vendeurs de quatre saisons du marché Mahane Yahouda aux gros richards à cigares, et qui prend le temps d'aller prier sur les tombes de ses rabbins préférés avant de se déchaîner pendant les matchs. Ces outrances, le milliardaire les condamne. Sans s'interdire de menacer de la colère des supporters les journalistes dont les articles lui déplaisent.

Pour jouer sur tous les fronts, il achète l'équipe de basket d'Hapoël Jérusalem, un club « rouge » cette fois. Et il subventionne le foot arabe de Sakhnin, une équipe de première division haïe par les supporters du Betar.

Pour le moment, Gaydamak déjeune. Et s'abîme dans ses rancœurs : « Chirac, ce grand salopard », « le juge Courroye, ce manipulateur... S'abîme, jusqu'à ce qu'apparaisse, brusquement,

une nouvelle faille : le voici menaçant de porter toutes ses médailles face à ses détracteurs. L'Israélienne : « Je suis le seul civil israélien décoré d'une médaille militaire avec l'autorisation de la porter. » Les françaises, dont la médaille du Mérite : « C'est la moindre des choses quand on a sauvé la vie de deux pilotes et de quatre officiers de la DGSE. La France aurait dû me traiter en héros au lieu de faire de moi un paria. »

Pourquoi Lord of War éprouve-t-il cette impérieuse nécessité d'invoquer ses breloques ? Par besoin de reconnaissance, son souci permanent. L'histoire de la médaille du Mérite nous ramène dix ans en arrière, le 14 juillet 1996.

2

AU SERVICE DE LA FRANCE

En ce jour de fête nationale, une cérémonie est organisée à la préfecture de Toulon. Elle se poursuit par une réception au cap d'Antibes, à la villa L'Islette, l'une des résidences secondaires en France du milliardaire. En cette année 1996, lui remettre la distinction peut ne pas sembler indécent. Mais un innocent qui se rendrait à la fête remarquerait sans doute que tout y semble bizarre.

Bizarre, la gigantesque villa, chemin de la Mosquée (il n'y a jamais eu de mosquée dans le coin), construite sans permis, et objet depuis trois ans à la fois d'une hypothèque et d'une menace de démolition. Elle a depuis été détruite.

Bizarre, ce préfet hautain qui officie avec un accent corse prononcé, Jean-Charles Marchiani. Homme de l'ombre toujours à la recherche de la lumière, il se revendique « sauveur » des otages français du Liban.

Bizarres, ces invités dont on cherche ce qui les réunit : Pierre Falcone, l'homme de l'Angolagate, Paul-Loup Sulitzer, l'écrivain d'influence, Gilbert Salomon, marchand de viande et précédent propriétaire des lieux.

« La question qu'il faut se poser, c'est celle-ci : pourquoi a-t-on décoré quelqu'un qui faisait l'objet de aussi nombreuses enquêtes de notoriété, avec des conclusions aussi négatives ? »

Bizarre, aussi, l'absence de Charles Pasqua : c'est lui qui a sollicité la distinction en sa qualité de président du conseil général des Hauts-de-Seine.

Bizarre, toujours : la médaille a été prise sur la réserve personnelle du président de la République, Jacques Chirac.

Tous les ingrédients d'une ténébreuse affaire sont là. Pour la comprendre, il faut remonter le temps et partir pour les Balkans. Le 30 août 1995, deux pilotes français, Frédéric Chiffot et José Souvignat, tombent entre les griffes du commandant des Serbes de Bosnie, le général Ratko Mladic, aujourd'hui inculpé de « crimes contre l'humanité » et toujours en fuite. Le *Mirage 2000* est abattu alors qu'il pilonnait des positions serbes, Paris est sans nouvelles d'eux.

Persuadée que les deux pilotes ont été fusillés, la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) rédige un rapport en ce sens. Jacques Chirac est inquiet : il fait appel à son ministre de l'Intérieur, Charles Pasqua. Lequel délègue l'affaire à Jean-Charles Marchiani et à la Direction de la surveillance du territoire (DST). On est alors en pleine guerre des services : DST contre DGSE.

L'AMI DES POLITIQUES FRANÇAIS

La DST prend contact avec Moscou : la Russie est l'allié historique de la Serbie, et Jacques Chirac a demandé, lors d'un sommet, l'aide de son homologue, Boris Eltsine. Services russes et français se mettent à travailler ensemble.

D'un côté, le général Victor Zorin, chef du service antiterroriste du FSB (ex-KGB). De l'autre, Raymond Nart, le numéro deux de la DST. De son chapeau, Nart tire immédiatement son ami Gaydamak. Depuis une quinzaine d'années, Gaydamak est « traité » par ses services, puis par lui-même, en direct. Lié au général Zorin, Gaydamak est ravi : il a déjà besoin de redorer son blason.

Il se place totalement au service de la DST et de Marchiani. En compagnie du préfet, il se rend à Moscou et à Belgrade. « Il n'a pourtant, note un ancien des services, aucun réseau dans la région et a fortiori aucun accès au premier cercle décisionnel serbe et bosno-serbe. »

Exact, mais Gaydamak est « piloté » par les services russes et, dès lors, aidé par des officiers spécialisés. Cela, il l'admet lui-même : « J'ai travaillé avec le colonel du FSB Vladimir Koulitch, le colonel des services extérieurs de renseignements Oudinstev Valery et le général Zaitsev, le chef des renseignements militaires à l'ambassade russe à Belgrade. » Il assure : « Deux jours plus tard, ils m'ont informé qu'ils avaient trouvé les pilotes, qu'ils étaient sous contrôle d'un groupe de Serbes de Bosnie. »

Le préfet Marchiani affirmera aux enquêteurs que c'est bien le milliardaire qui a « débouqué la mise en œuvre sur le terrain de deux services russes, le FSB et le SVR », les homologues de la DST et de la DGSE. Il précisera : « L'aide qu'il m'a apportée dans la recherche, la localisation et la libération des pilotes a été capitale. » Gaydamak déclare : « J'ai dépensé 500 000 dollars dans cette histoire. » Marchiani et Pasqua confirment.

Mais la DST double son agent. Le service fait appel au député Yves Bonnet, qui, quelques années plus tôt, était le patron de Nart. Proserbe engagé, Yves Bonnet a un bon réseau et bénéficie de contacts au plus haut niveau avec les personnalités les plus influentes. C'est à l'Assemblée nationale que Raymond Nart contacte le député. Un ancien des services précise : « La DST a ainsi pu activer des Français proches de Jovica Stanisic, qui s'est

révéla décisif dans cette affaire. » Aujourd'hui inculpé comme criminel de guerre, Jovica Stanisic était alors le tout-puissant patron des services secrets de Belgrade.

Le député Yves Bonnet va aussi organiser la mission sur place du général Pierre-Marie Gallois, autre militant proserbe. En décembre, les deux otages sont libérés. Le chef d'état-major interarmes, le général Jean-Philippe Douin, les ramène à Paris.

Mais pas question pour le général Gallois, le général Douin et le député Yves Bonnet de reconnaître le rôle joué par Gaydamak. Ils l'accablent donc. Aux enquêteurs, le général Gallois affirmera : « Je n'ai jamais rencontré MM. Marchiani et Gaydamak. Je pense que leur intervention ultérieure a failli faire échouer toute l'entreprise car Mladic [le général bosno-serbe, ndr] a cru que les propositions qu'il m'avait faites ne tenaient plus. Et dès lors, il n'était plus engagé par ce qu'il m'avait dit. » Yves Bonnet est encore plus sévère. Il décrira Marchiani comme un « escroc aux renseignements », un « affabulateur » et un « opportuniste ».

DE CHIRAC À PASQUA

Dans ses *Carnets intimes*, publiés en 2003, Raymond Nart s'indignera de tant d'ingratitude envers Gaydamak : « Cet homme a travaillé pour la DST. Lui demander des comptes sur ses affaires passe encore. S'acharner sur lui pour des services qu'il nous a rendus risque de compliquer considérablement la tâche du contre-espionnage. »

Sur quoi s'est jouée la libération des deux officiers ? Fort probablement grâce à l'intervention des Russes. « Gaydamak a joué un rôle soit actif, soit de compréhension du sujet mais, même là, il a tapé à un très haut niveau », note

un ancien des services. Gaydamak serait donc dans le coup. Comme prix de son aide, le milliardaire a exigé que la Légion d'honneur lui soit remise. Comment faire puisque tous les protagonistes s'attribuent le mérite de l'opération et contestent son rôle ?

Un tour de passe-passe est imaginé. Pasqua et Chirac décident de lui décerner l'ordre du Mérite, pour services rendus dans l'exportation de viande bovine en Russie. Quelque 40 000 tonnes, précise le mémoire de proposition signé par Philippe Vasseur, alors ministre de l'Agriculture et ancien journaliste au *Figaro*. Reste l'enquête de moralité, obligatoire. Elle figurera au dossier, impeccable et certifiée par Philippe Vasseur.

« UN RELAIS DE LA MAFIA RUSSE SUR NOTRE TERRITOIRE »

A quoi servent donc les Renseignements généraux ? A la direction centrale des RG, Gaydamak est bien connu. Mais pas comme « agent » de la DST, comme « l'un des relais de la mafia russe sur notre territoire », selon une note du 7 août 1995. Quatre autres notes, toutes rédigées entre 1994 et 1996, font état des activités suspectes du milliardaire dans « la criminalité organisée en provenance des pays de l'Est ».

Ce n'est pas tout. La cellule anti-blanchiment Tracfin du ministère des Finances et l'Office central pour la répression de la grande délinquance financière (OCRGDF) ont mené, respectivement en 1994 et 1995, des enquêtes sur lui. Gaydamak était loin d'être inconnu de la police judiciaire.

Pour « services rendus sur le marché de la viande », la médaille de chevalier de l'ordre du Mérite est, toutefois, épinglée à son veston le 14 juillet 1996. « C'est la consécration de ma vie », confie-t-il à Sulitzer. Peu après, il recevra l'ordre du Mérite agricole. De ces deux distinctions, il fera bon usage pour forcer les portes qui lui résistent. D'autant qu'il les maquille volontiers en Légion d'honneur dans ses cour-

riers. Une source proche de l'enquête : « La question qu'il faut se poser, c'est celle-ci : pourquoi a-t-on décoré quelqu'un qui faisait l'objet de aussi nombreuses enquêtes de notoriété, avec des conclusions aussi négatives ? »

La réponse figure, sans doute, dans le dossier de l'Angolagate. Charles Pasqua y est accusé d'avoir perçu, pour son intervention auprès de Jacques Chirac, la somme de 1 500 000 francs (près de 230 000 euros). Cet argent a été viré sur le compte de l'association France Afrique Orient, paravent de Demain la France, le mouvement politique présidé par Pasqua.

L'ancien ministre de l'Intérieur a aussi perçu plus de 800 000 francs (125 500 euros) pour des frais de transport aérien. De son côté, le préfet Marchiani a au moins touché 902 378,50 francs (137 566,71 euros), également au titre des frais de transport.

Plus qu'un atout précieux, *Lord of War* est devenu incontournable pour la DST. L'année suivante, Raymond Nart et Zorin, le chef du service antiterroriste du FSB, réactivent Gaydamak. Il s'agit de libérer quatre otages français, membres de l'ONG Equilibre et capturés au Daghestan, une République russe proche de la Tchétchénie. Raymond Nart, numéro deux du contre-espionnage français, révélera plus tard que deux des otages – les quatre, selon Gaydamak – étaient des agents de... la DGSE. Dans la guerre des services, tous les coups bas sont permis.

3

L'INCROYABLE ASCENSION

Lorsqu'il arrive en France, en 1972, Arkadi Gaydamak a tout juste 20 ans. Il ne vient pas de Russie, mais d'Israël. Il est l'un des premiers Soviétiques à avoir pu immigrer. Son nom est d'origine moldave, mais ses parents s'appellent Gershun. De cette partie de sa vie, qu'il a gommée, on sait simplement qu'il est né à Moscou, le 8 avril 1952, et que son père dirigeait un hôpital dans la capitale russe. Ses études ?

« Il n'en a sans doute pas fait beaucoup. Sinon, il s'en vanterait », indique un homme d'affaires qui fut en relation avec lui. A-t-il dirigé un cirque comme il le prétend ? Ou été simple gardien ? Le futur milliardaire n'est pas que glacial et taciturne : il cultive le secret comme une orchidée rare.

MONTÉE EN PUISSANCE

Son séjour en Israël dure six mois. Il est docké à Haïfa et vit dans un kibboutz. Une telle vie ne lui convient pas. Il parvient à embarquer sur un cargo comme matelot. C'est en clandestin qu'il débarque à Marseille. Des petits boulots, d'abord. Une vie plutôt précaire, sans doute du côté de Malakoff ou de Vanves. Il aurait même vécu d'« expédients », selon un enquêteur. On l'interroge. « Quand je dormais sur un banc des Tuileries, on ne me demandait pas si j'étais colonel du KGB », nous répond-il. Un possible emploi d'électricien – il a un CAP. Puis, le voici traducteur, bientôt introduit au cœur des discussions portant sur de fabuleux contrats que veulent nouer les plus grandes entreprises françaises et russes.

Les RG s'interrogent sur une telle montée en puissance. La DST, elle, le recrute. Elle veut savoir ce qui se trame lors des négociations. En 1980, Gaydamak ouvre avec Olivier, le fils de Serge Dassault, sa propre boîte de traduction, la Sotradoc. De nombreuses autres sociétés vont être créées dans la foulée : à Paris, la Compagnie internationale de technologie et d'investissements, chargée d'intermédiation avec l'Est ; à Jersey, la société IMG Venture Sport ; à Moscou, la Bank Moskva, une banque commerciale ; au Kazakhstan, la société Ventura, spécialisée dans l'exportation de charbon...

A ces structures commerciales s'ajoutent des dizaines de sociétés financières : la Kent et CO, domiciliée à Londres mais titulaire de comptes à Genève ; les sociétés néerlandaises Reminvest BV et Extrainvest BV, avec

des comptes en Suisse ; la société EDSACO, titulaire de comptes à la Cantrade Private Bank Channel Island de Jersey...

« Pour empêcher que l'on remonte jusqu'à lui, Gaydamak procède toujours ainsi : il crée une société de gestion, qui gère un trust, qui, à son tour, gère plusieurs sociétés », explique une source judiciaire. Ses comptes sont éparpillés dans le monde : Israël, les Bahamas, Gibraltar, le Luxembourg, la Russie, les îles de Man, de Jersey et des Caïmans... Bientôt, il va se lancer dans l'agroalimentaire. Et devenir l'un des fournisseurs attirés du grand hôtel Métropole à Moscou, le cœur du business russe de haute volée. Sans doute sa première grosse affaire.

LA NATIONALITÉ FRANÇAISE GRÂCE À LA DST

Avec l'appui de la DST, il obtient en 1986 la nationalité française. Il bénéficie déjà de la nationalité israélienne. Il a aussi obtenu la nationalité canadienne après y être parti en 1981, alors qu'il craignait la prise du pouvoir en France par les communistes.

Au début des années 90, il fait la connaissance de Pierre Falcone, l'un des acteurs clés de l'Angolagate. Pierre Falcone est alors conseiller pour l'Amérique du Sud et l'Afrique australe de la Société française d'exportation de matériels, systèmes et services (Sofremi). La Sofremi relève du ministère de l'Intérieur. Un homme d'affaires togolais, Georges Kentzler, ami de Jean-Christophe Mitterrand, qui sera responsable Afrique à l'Élysée, les a présentés.

Arkadi Gaydamak place ses pas dans ceux de Pierre Falcone. Il devient son ombre. Ensemble, les deux hommes vont, dès 1993, mettre au point l'incroyable trafic d'armes qui va défrayer la chronique : l'Angolagate. Il faudra huit ans d'enquête à la justice pour en dénouer les fils. A lui seul, le dossier pèse une tonne et demie. Plus de 50 000 documents ont été saisis.

Pour comprendre l'enjeu de l'Ango-

lagate, il faut remonter à la guerre, d'une cruauté extrême, qui oppose les forces du président angolais José Eduardo Dos Santos aux rebelles de l'Unita de Jonas Savimbi. Le régime angolais a besoin d'armes. Les Nations unies ont décrété un embargo. Pour venir en aide à des autorités aux abois, Pierre Falcone crée la société Brenco International. Son siège ? L'île de Man. Son bureau ? Avenue Marceau.

Les rôles sont répartis. Pierre Falcone gère les relations avec les dirigeants angolais. Gaydamak achète les armes. *Lord of War* puise dans les arsenaux de l'Est : depuis l'effondrement du bloc soviétique, ils dégorgent de surplus. Ses contacts avec la hiérarchie militaire, il les obtient grâce à ses exportations de produits alimentaires, qui lui ont permis de devenir proche du maréchal Vladimir Semenov, un ancien d'Afghanistan promu chef d'état-major de l'armée de terre avant de devenir gouverneur de la république de Karatchaïevo-Tchérkessie.

L'armée russe vénère le cognac français. Gaydamak en devient fournisseur. « *Le flacon coûtait plus cher que le liquide* », confiera Semenov à un interlocuteur français. « *Petit Arkadi* », comme l'appelle le maréchal, devient grand. En 1997, les deux hommes créent un fonds de pension qui permet aux officiers russes de toucher une retraite.

Représentant officiel du gouvernement angolais, il fréquente les dirigeants de Rosoboronexport, l'agence fédérale russe d'exportation d'armes. En 1997, il est nommé conseiller du

président Dos Santos, obtient la nationalité angolaise et, l'année suivante, un passeport diplomatique.

L'ANGOLA, QUASI AUX PIEDS DE L'ANCIEN ÉLECTRICIEN

Le trafic d'armes prend de l'ampleur. Le matériel est à ce point vétuste qu'il part parfois directement à la casse. En tout, selon l'ordonnance de renvoi de l'Angolagate, les achats d'armes représentent 790 millions de dollars. Et un bénéfice de 397 millions de dollars « pour acheter l'influence de diverses personnalités du monde politique, économique et des médias ».

Sur le papier, c'est une société slovaque – mais à capitaux russes –, ZTS-Osos, qui apparaît comme le fournisseur. En réalité, ZTS-Osos est une « coquille vide » : Falcone et Gaydamak utilisent essentiellement son papier à en-tête.

A présent, l'Angola est quasi aux pieds de l'ancien electricien. Il y facilite l'implantation de sociétés françaises : Compagnie générale des eaux, Alcatel, Bouygues, Thomson, Compagnie des signaux... *Lord of War's* occupe de la protection des plates-formes de forage en mer, participe à l'exploitation de la mine de diamants Katoka, cinquième gisement mondial...

Ce ne sont là, pourtant, que petits profits. En duo avec Pierre Falcone, « *petit Arkadi* » va réussir un coup de maître. Les deux hommes vont renégocier un accord sur la dette contractée par Luanda envers Moscou. Cette escroquerie de génie laissera pantois les banquiers suisses, qui en ont pourtant vu bien d'autres.

Les rôles sont répartis. Pierre Falcone gère les relations avec les dirigeants angolais. Gaydamak achète les armes. *Lord of War* puise dans les arsenaux de l'Est, qui dégorgent de surplus.



LE TRÉSOR ANGOLAIS

L'accord est signé le 20 novembre 1996. Ce jour-là, il est convenu qu'une société offshore, Abalone, propriété de Falcone, de Gaydamak et d'un troisième larron, Vitaly Malkin, intervienne comme structure de paiement de la dette. En contrepartie, il est également convenu qu'Abalone reçoive l'argent qui permettra le remboursement de la dette via la société pétrolière angolaise Sonangol.

De 5,5 milliards de dollars, la dette angolaise vis-à-vis de la Russie est déjà tombée à 1,5 milliard dans le cadre de la renégociation où les deux compères ont été actifs. Les versements débutent. Une première tranche de 750 millions de dollars est versée. Seuls 161 millions parviennent aux caisses de Unicombank de Moscou. Curieusement, quelques semaines plus tard, la même Unicombank fait... faillite.

Le 23 août 1999, le solde de la pre-

mière tranche fait l'objet d'un accord complémentaire. Il sera réglé au moyen de « papiers valeur » – des *prin's* et des *yan's* dans la terminologie des banques, l'équivalent de bons d'escompte. Sur le marché, ces papiers se négocient, à peine, à 6,5 % de leur valeur nominale. Abalone les rachète. Puis les revend plein pot au Trésor russe. Bénéfice net de l'ensemble de l'opération : 93,5% de 750 millions de dollars.

Dorment aussi, quelque part, plus de 750 millions de dollars, représentant la seconde tranche du paiement de la dette russe. De cette somme, on ne sait rien. Elle serait théoriquement bloquée par la justice suisse. Mais, Luanda multipliant les pressions, rien n'est moins sûr.

Qui a pu entériner un tel accord ? Côté russe, une bonne relation de Gaydamak : le vice-ministre des Finances, Mikhaïl Kassianov, surnommé « *Micha 2 %* », ce qui ne l'empêchera pas de devenir plus tard Premier

ministre. Dans une lettre datée du 3 décembre 2003, l'expert désigné par le juge d'instruction suisse Daniel Devaud estime que l'escroquerie a coûté près d'un demi-milliard de dollars à Moscou.

DE FABULEUSES COMMISSIONS

L'Angola, dont les dirigeants ont touché de fabuleuses commissions, se fâche contre le juge Daniel Devaud et menace Genève. La Cour des comptes russe exige l'annulation de toutes les actions de justice. Faute de la moindre plainte, le parquet suisse doit se résoudre à classer l'enquête. Gaydamak, lui, triomphe : il est nommé en juillet 2000 président du Conseil de surveillance de la Rossiiskii Kredit Bank, la cinquième banque russe. Il a alors pour adjoint... Vitaly Malkin, le troisième homme d'Abalone.

Mieux encore : avant que les comptes d'Abalone ne soient bloqués, il parvient à vider les siens et, semble-t-il, une partie de ceux de Pierre Falcone, fâché depuis. « *Ce coup-là, c'est le summum ! Celui qui permet à Gaydamak de jouer dans le cour des grands, de se hisser au niveau des Abramovitch et autres oligarques, de s'acheter des entreprises, des équipes de foot...* », résume un ancien conseiller du président Dos Santos.

CONNEXIONS MOSCOVITES

A Moscou, « *petit Arkadi* » a maintenant pénétré le cœur de l'oligarchie. Il fréquente Roman Abramovitch, l'ancien banquier de la famille Eltsine. Il invite à dîner, chez lui à Paris, Igor Ivanov, le ministre des Affaires étrangères. Il noue des relations financières privilégiées avec un autre oligarque : Mikhaïl Khodorkovski, patron du groupe pétrolier Ioukos – actuellement au bagne pour avoir défilé Poutine. Il s'attaque aussi au Kazakhstan, où il a des entreprises sidérurgiques et d'engrais. Et est nommé conseiller spécial du président Noursoultan

Nazarbaïev. Comme toujours, Gaydamak entretient des relations privées avec les « services ». En l'occurrence, selon la DGSE, avec Rakhat Aliev, un dirigeant du KNB local, l'équivalent du KGB.

DES MÉTHODES UN PEU RUDES

Mais sa rapide ascension, soudaine et stupéfiante, n'est pas sans danger. Une note rédigée en 2000 par la DGSE en rend compte : « A la suite d'un différend l'opposant en 1994 à d'anciens associés de la banque Moskva, Gaydamak n'a jamais caché qu'il avait été contraint de solliciter la protection de Viatcheslav Ivankov, alias le Japonais, considéré comme le parrain de la mafia russe aux Etats-Unis, condamné en 1996 par la justice américaine pour extorsion de fonds. » Plus loin, toujours dans la note : « De même, dans la gestion de l'approvisionnement de l'hôtel Métropole, il s'était retrouvé associé à

Alimjan Tokhtakhounov, alias le Taïwanais, membre important de la mafia russe résidant à Paris depuis 1993. » Une précédente note, du 23 juillet 1998, accusait « le Taïwanais » de « kidnapper des réfugiés russes en Allemagne et de racket ».

Un examen des comptes bancaires du milliardaire montre qu'il versait chaque mois dans les années 90, via la banque UEB de Genève, des sommes importantes sur le compte Barclays de Taïwantchik – le « petit Taïwanais », en russe –, actuellement inculpé par la justice américaine pour avoir truqué les épreuves de patinage aux Jeux olympiques de Salt Lake City, en 2002.

Mais Gaydamak plutôt ses amitiés dans la pègre ouzbeke, bien présente en Russie depuis Leonid Brejnev. « Plutôt », car sa stratégie est, en réalité, de mettre un pied partout : chez les dirigeants, les oligarques, les services secrets, l'establishment mili-

taire, le crime organisé... D'où des méthodes un peu rudes.

LES PARRAINS CORSES

Sollicité pour faire visiter Genève au maréchal Semonov, un homme d'affaires suisse raconte que « petit Arkadi », en bon paranoïaque, a cru qu'il piétinait son territoire : « Avant que le malentendu ne soit dissipé, on m'a fait savoir à plusieurs reprises que Gaydamak n'était pas content. On m'a dit que l'on connaissait le chemin pris par morfil pour aller à l'école et on m'a menacé des frères Charles et Robert Feliciaggi », deux « parrains » corses.

Décidément, on ne quitte pas l'Angola. Charles Feliciaggi a été l'homme des imports-exports confidentiels du président Dos Santos : il a assuré l'approvisionnement de la garde présidentielle. Robert, son frère, « empereur » des casinos en Afrique et ancien conseiller régional en France, fut un ami de Charles Pasqua. Il dirigea localement le RPF, créé par l'ex-ministre de l'Intérieur.

C'était avant qu'il ne soit tué – de deux balles de 38 Special tirées dans la tempe et la nuque – dans sa BMW noire garée sur le parking de l'aéroport d'Ajaccio, le 11 mars 2006.

6

LA CHUTE ANNONCÉE

A Jérusalem, ce 11 novembre, l'heure du jugement des électeurs a sonné. Les Arabes ne sont pas allés voter. Les *haredim* l'ont ignoré. Gaydamak est battu par K.-O. Il ne recueille que 3,6 % des suffrages. Ses conseillers annoncent qu'il ne viendra pas à son Q.G., en raison d'une « forte fièvre ».

« Comme il n'a rien compris à la société israélienne, il a commis toutes les erreurs stratégiques. Quand on vient ici en fugitif, on est protégé, mais il y a une contrepartie : ne pas faire de bruit. Et puis, on ne peut tenter de coaliser la carpe et le lapin. Si Gaydamak voulait que les supporters du *Betar* votent pour lui, il fallait leur dire d'aller tuer tous les

Comment Paris – Edouard Balladur est alors Premier ministre – a pu ne pas être au courant d'un tel trafic d'armes, qui comprenait la livraison d'hélicoptères de combat, de blindés et qui impliquait une quarantaine de personnalités françaises ?

Arabes plutôt que d'aller pêcher leurs voix. Il a cru que le *Betar*, c'était Israël. Comme il a cru que Pasqua et ses amis, c'était la France. Même erreur », souligne un banquier israélien qui suit de très près les affaires de *Lord of War*.

La justice israélienne est, aujourd'hui et à son tour, à ses trousses. Pour blanchiment d'argent. Encore. Le 4 novembre, un tribunal israélien a fixé à 5 millions de dollars la caution que « petit Arkadi » doit déposer chaque fois qu'il quitte le pays. Motif : il y a « de grandes chances qu'il s'échappe ».

SON PASSEPORT DIPLOMATIQUE LUI A ÉTÉ RETIRÉ

Ce n'est pas le seul revers de fortune. Les affaires sont mauvaises. Gaydamak aurait perdu près de 280 millions d'euros en Israël l'année dernière, selon le quotidien *Haaretz*, qui a fait le calcul. Partout, on lui fait des procès, on lui réclame de l'argent. Jusqu'à une société offshore des îles Vierges, où il avait déposé une partie de l'argent de l'Angola. Celle-ci a fait saisir 49 millions de dollars sur un compte de *Lord of War* dans une banque chypriote. La raison invoquée ? Il n'avait pas payé les frais de transferts financiers.

Même l'Angola, l'autre terre promise, celle du fric ramassé à la pelle, lui en veut. Son passeport diplomatique lui a été retiré. Il n'y est plus le bienvenu. Pourquoi ? Falcone, bien sûr. L'homme d'affaire, nommé par le régime angolais ambassadeur auprès de l'Unesco, est resté très proche des dirigeants de Luanda, qui lui ont accordé leur protection. Et Falcone n'a guère apprécié que Gaydamak lui fasse les poches à Genève.

Reste la Russie. Lui qui fut de l'entourage d'Eltsine, peut-être même un des banquiers de la « famille », a dû se rapprocher de Vladimir Poutine. Il a racheté les *Nouvelles de Moscou*, un hebdo qui fut celui de la perestroïka et de l'intelligentsia. Et qui n'est plus qu'un triste support de propagande.

Aujourd'hui encore, même redevenu « petit Arkadi », il ne manque pas de protecteurs. « Chaque fois que l'on apprend qu'il est à Moscou, nous rapplons aux autorités russes qu'il est sous le coup d'un mandat international. Sans résultat », indique un magistrat. De temps en temps, les juges en charge de l'Angolagate ont la surprise de l'avoir au téléphone : « Pour des menaces. Le juge Courroye a même reçu un petit cercueil. » A chaque fois, un procès-verbal est dressé.

Sans cesse à la recherche de ces carrefours invisibles où se croisent politique et trafics juteux (armes, diamants, pétrole), oligarques et pègre, mondes officiel et souterrain, Gaydamak est un prototype, un *Lord of War* pour de vrai.

Aurait-il pu suivre une telle trajectoire sans la protection de ces services de l'ombre qui jalonnent sa route, qu'ils soient russes, israéliens, kazakhs, angolais ou français ?

Comment Paris – Edouard Balladur est alors Premier ministre – a pu ne pas être au courant d'un tel trafic d'armes, qui comprenait la livraison d'hélicoptères de combat, de six bateaux de guerre, de blindés, et qui impliquait une quarantaine de personnalités françaises ?

Gaydamak assure lui-même que c'est impossible. Parce que l'homme, qui menace aujourd'hui les juges, tra-

vailait à cette époque main dans la main avec la DST ?

« Si les activités ou prétendus liens de Gaydamak avec la mafia russe avaient reçu le moindre début de confirmation, j'aurais été tenu d'en tirer aussitôt les conséquences. Bien au contraire, c'est l'unanimité tant en France qu'à l'étranger qui a été établie », déclarait, le 24 juillet 2000, Raymond Nart à la journaliste de *Libération* Patricia Tourancheau.

« JE NE M'OCCUPE PAS DE CE QUE PENSENT LES AUTRES, J'AGIS »

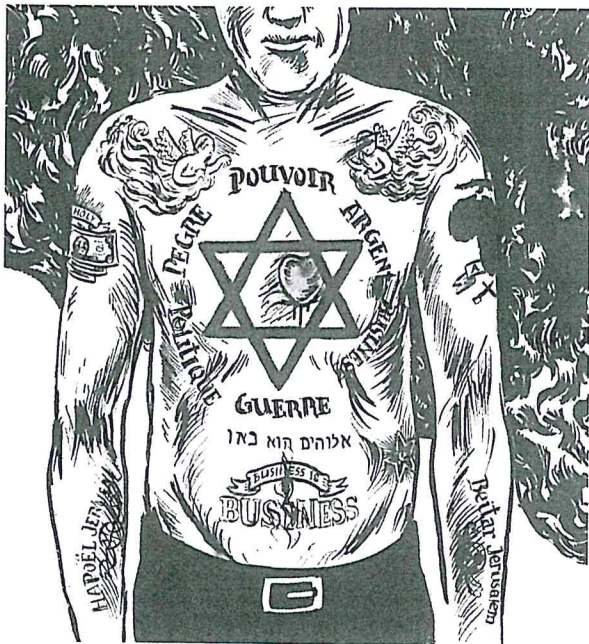
L'ancien numéro deux de la DST ira si loin dans la défense du traficant qu'il relancera, par ses affirmations au *Parisien* du 24 mars 2001, la guerre entre services. Et obligera le patron du contre-espionnage, Jean-Jacques Pascal, à présenter des excuses à son homologue de la DGSE, Jean-Claude Cousseran.

Mais il y a une vie après la DST. Parti à la retraite en 1998, Raymond Nart est devenu le responsable des relations internationales de Communications et Système, l'ancienne Compagnie des signaux. Un pur hasard, bien sûr. Introduite en Angola par Gaydamak, cette entreprise spécialisée dans l'électronique de défense a fourni au président Dos Santos le matériel ultrasophisticé Menta qui lui a permis de localiser et de tuer, le 22 février 2002, son ennemi juré, Jonas Savimbi.

Du temps de la guerre froide, Paris avait « vendu » à l'opinion publique Savimbi comme un « combattant de la liberté ». Pour Raymond Nart et son glem, Arkadi Gaydamak, qu'importe. Il n'y a de morale ni en affaires ni en politique.

« Je ne m'occupe pas de ce que pensent les autres, j'agis », nous dit le milliardaire. Reste à gérer la nostalgie. « Vous êtes bien sûr que Chaumont, ce n'est pas en Bourgogne ? » ❧❧❧

(Les acteurs de l'Angolagate sont en cours de jugement. Ils bénéficient de la présomption d'innocence, ndr.)



Les arcanes de l'enquête

L'investigation sur Arkadi Gaydamak nous a conduit de Paris à Jérusalem en passant par Genève. Outre l'intéressé, nous avons rencontré :

- sa fille **Katia** ;
- son **avocat français**, maître William Goldnadel ;
- **deux de ses plus proches conseillers** ;
- **trois responsables de son parti**, Justice sociale, plusieurs cadres et de simples militants.

Lors de l'enquête, nous nous sommes notamment entretenu avec :

- un **magistrat** proche du dossier ;
- **deux anciens des « services » français** ;
- un **officier en activité** ;
- un **ancien conseiller du président angolais**, Dos Santos ;
- **deux chercheurs suisses** ;
- le **spécialiste de la dette angolaise** au quotidien *Le Temps* ;
- un **banquier israélien** qui travaille également sur la dette angolaise ;
- un **diplomate** de l'Etat hébreu ;
- **plusieurs journalistes de Jérusalem et de Tel-Aviv**, tous familiers des affaires russes ou des ultra-orthodoxes ;
- la **kremlinologue Hélène Blanc**, qui a vérifié nos informations sur la Russie.

Sollicités, ils n'ont pas voulu répondre à nos appels :

- **Fabrice Bossart et Arnaud Dubien**, du site Russia Intelligence Online ;
- **l'ex-patron de la DGSE, Jean-Claude Cousseran**. Il nous a assuré que, ne dirigeant pas ce service lors des affaires évoquées dans notre enquête, il n'avait aucun souvenir de ces dossiers.

L'affaire de l'Angolagate

Ce procès est le premier du genre dans l'histoire judiciaire française. Sur fond de lourdes pressions de l'Elysée et du ministère de la Défense, l'Angolagate mêle étroitement trafic d'armes illicite, trafic d'influence et de médailles, blanchiment d'argent, fraudes fiscales et magouilles à la politique aux affaires et aux relations internationales.

Quarante-deux personnalités, accusées d'avoir touché des pots-de-vin, sont convoquées sur le banc des prévenus. Dont : **Jean-Christophe Mitterrand** (ancien responsable Afrique à l'Elysée), **Jacques Attali** (ancien conseiller de François Mitterrand), **Charles Pasqua** (ancien ministre de l'Intérieur), **Jean-Charles Marchiani** (ancien préfet), **Paul-Loup Sulitzer** (écrivain), **Jean-Noël Tassez** (ancien président de la Sofirad), **Paul Anselin** (ancien maire de Plœrmel, cf. XXI n° 1 : « Plœrmel sur Russie »)



Pierre Falcone

Le procès a débuté le 6 octobre dernier. Il devrait durer, au moins, jusqu'en mars. Il a d'ores et déjà attisé les tensions entre l'Angola - l'un des fiefs du groupe Total - et Paris.

Nicolas Sarkozy avait promis au président José Eduardo Dos Santos que ce procès n'aurait pas lieu. C'était lors d'une visite à Luanda en mai 2008. Une imprudence, sans doute.

Les dirigeants angolais, qui ont touché des commissions phénoménales, n'ont fait l'objet d'aucune poursuite.

Depuis l'ouverture des débats, les avocats de la défense ont accablé les juges de procédures pour tenter de faire capoter le procès.

Le ministre de la Défense, Hervé Morin, s'est opposé au procès par une lettre datée du 11 juillet dans laquelle il affirme que le délit de « commerce illicite d'armes » n'existe pas. Ce courrier contredit la plainte déposée en 2001 par son prédécesseur socialiste, Alain Richard. Le parquet n'a pas suivi.

Les constats des magistrats

Un trafic d'armes de 790 millions de dollars

Ouverte en 2000, l'enquête établit que Pierre Falcone et son associé Arkadi Gaydamak, le milliardaire aux quatre nationalités (française, israélienne, canadienne, angolaise), ont vendu au régime de Luanda pour 790 millions de dollars d'armes et munitions.

Ces ventes ont été effectuées, affirmement, en violation de la législation française et d'un embargo international.



Les livraisons comprennent :

- 6 navires de guerre ;
- 12 hélicoptères ;
- 80 chars de type T-62 de fabrication soviétique ;
- 340 véhicules de combat d'infanterie BMP-2 ;
- 50 véhicules blindés de transport de troupe ;
- 1 270 camions et véhicules tout-terrain ;
- 60 ambulances ;
- des centaines de canons et mitrailleuses ;
- 45 000 fusils automatiques AK-47.

Plus choquant encore, la livraison de 820 000 détonateurs et mines anti-personnel.

Ce presque million de mines anti-personnel a provoqué des milliers de victimes dans la population. Aujourd'hui encore, de nombreux civils en sont la proie.

La guerre entre Luanda et la rébellion angolaise a fait entre 500 000 et un million de morts, dont une large majorité de civils.

Richesse et misère angolaises

Selon une étude de l'ONG Global Witness publiée en 2002

Le développement économique du pays n'a cessé de se dégrader en dépit d'un revenu pétrolier de 3 à 5 milliards de dollars. Les trois quarts de la population sont obligés de survivre avec moins d'un dollar par jour, 42 % des enfants de moins de 5 ans sont sous-alimentés, et un enfant meurt de malnutrition ou de maladie toutes les trois minutes.



Près de 1,4 milliard de dollars de revenus et de prêts bancaires, soit le tiers des recettes de l'Etat, sont introuvables dans les comptes de 2001.

« Il est manifeste que le désordre économique et politique créé par la guerre civile a été exploité de façon délibérée pour enrichir l'élite au pouvoir alors que l'échec du gouvernement à subvenir aux besoins des citoyens a été mis sur le compte du conflit », estime l'ONG.

L'ONG révèle « l'existence d'un compte en banque d'un milliard de dollars dans les îles Vierges » avec « pour signataires deux individus proches de la Présidence angolaise ».

Le corse, langue des barbouzes ?



Charles Pasqua



Jean-Charles Marchiani

Une confiance d'Arcady Gaydamak

Lors de sa fameuse mission pour sauver les deux pilotes français prisonniers des Serbes de Bosnie, Jean-Charles Marchiani communiquait au téléphone avec Charles Pasqua en corse, croyant ainsi tromper d'éventuelles oreilles indiscretes.

Ces échanges en corse se seraient interrompus quand l'homme des services spéciaux russes chargé du dossier yougoslave, le général Zorine, a appelé Gaydamak pour lui intimer de dire à Marchiani que si le corse était compris par le FSB, il devait l'être aussi par la DGSE.

Autrement dit, les grandes oreilles de Moscou et de Paris espionnaient nos barbouzes dans leurs pérégrinations serbo-bosniaques.

Après tout, dit Gaydamak : « *Le Corse, ce n'est que du français mélangé à un dialecte italien.* »

A lire



Des coffres si bien garnis, de Karl Lasker (Denoël, 2004). De l'Angolagate à Clearstream, toutes les sales affaires qui empoisonnent la vie politique et les tentatives pour les étouffer. L'enquête d'un journaliste de *Libération*.



Les Prédateurs du Kremlin, 1917-2009, par Hélène Blanc et Renata Lesnik (Seuil, à paraître en mars). De la révolution d'Octobre au règne de Poutine, la mainmise des services spéciaux russes sur leur pays n'a fait que croître, le mettant en coupe réglée. Les services secrets ont pris, peu à peu, le pouvoir sur le Parti, comme le montrera l'accession de Youri Andropov à la tête de l'URSS. Aujourd'hui, ils règnent sans partage sur la Russie.